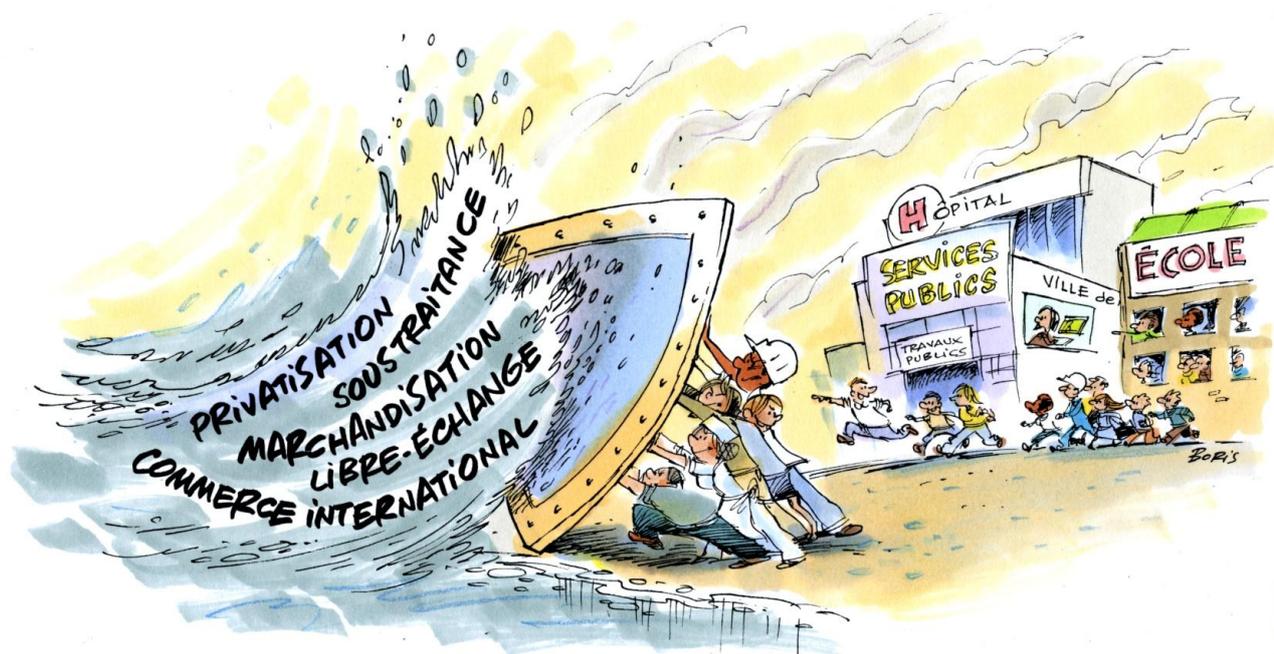


RAPPORT ANNUEL 2012-2013



REMERCIEMENTS

L'action du CISO a été appuyée par plusieurs organisations membres, collaboratrices et collaborateurs ainsi que par plusieurs militantes et militants. Le conseil d'administration et la coordonnatrice les remercient vivement pour leur engagement et leur soutien constant tout au long de l'année.

Nous remercions également la Direction de la solidarité internationale — Haïti et Afrique subsaharienne du ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur pour sa contribution financière indispensable à la réalisation de notre mission éducative ainsi qu'à la poursuite de nos actions de solidarité en Haïti.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMITÉ EXÉCUTIF :

Michèle Boisclair, FIQ, présidente
Paul de Bellefeuille, SFPQ, vice-président
Richard Langlois, CSQ, vice-président
Atim León, FTQ, trésorier
Nathalie Guay, CSN, secrétaire

ADMINISTRATRICES ET ADMINISTRATEURS :

Michel A. Gagnon, AREQ
Daniel Arcand, SFPQ
Nil Ataogul, SCC-CSQ
Manon Brulotte, Conseil régional FTQ Montréal métropolitain
Karine Crépeau, FIQ
Dominique Daigneault, Conseil central du Montréal métropolitain-CSN
Carolle Dubé, APTS
Denise Gagnon, FTQ
Joseph Gargiso, SCEP-FTQ
Jean Lacharité, CSN
Daniel Mallette, Syndicat des Métallos-FTQ
Marie Marsolais, membre individuelle
Christian Martel, STTP-région du Québec
Marc Nantel, CSQ
Micheline Thibodeau, FNEEQ-CSN

COORDINATION

Michèle Asselin

MOT DE LA PRÉSIDENTE



En 2012-2013, le CISO a réussi à maintenir le cap sur sa mission malgré une réduction importante de ses ressources dû au retrait du financement par l'ACDI. Ce fut une année charnière en fait. Cependant, malgré les grandes difficultés rencontrées, il y a eu un vent de dynamisme. L'engagement des membres a augmenté et même si les actions menées ont été recentrées, elles ont mobilisé plusieurs organisations et syndicalistes.

Parmi les actions les plus importantes de cette année, le CISO aura réussi à réaliser un stage intersyndical en Colombie en partenariat avec le Projet Accompagnement Solidarité Colombie et l'Escuela Nacional Sindical; à mener une enquête exploratoire auprès des membres : « *L'international, c'est le local d'ailleurs: Perspectives de la solidarité syndicale internationale au Québec* » et à maintenir des liens de solidarité étroits avec l'Institut culturel Karl-Lévêque (ICKL), en Haïti; avec le Frente Auténtico del Trabajo (FAT), au Mexique et avec l'Escuela Nacional Sindical (ENS), en Colombie. Actif dans les médias sociaux, le CISO aura rejoint régulièrement plus de mille organisations et personnes. La lecture de ce rapport d'activités donne la mesure de l'ampleur des actions réalisées.

C'est grâce à l'engagement indéfectible des organisations membres et de plusieurs militantes et militants que le CISO a pu mettre en œuvre l'ensemble des actions réalisées. Nous les en remercions vivement.

L'objectif pour 2013-2014 est sans équivoque : la continuité et la consolidation des actions.

L'intention de recentrer la mission du CISO autour de la question du travail décent se poursuivra, de nombreux enjeux s'y rattachant, tant au Sud qu'au Nord. L'éducation à la solidarité internationale demeurera au cœur de l'action du CISO. Cette priorité sera mise en œuvre à travers la formation, la production d'outils pédagogiques, l'organisation d'un stage, de conférences, de dîners-causeries et autres activités thématiques. Le thème de la solidarité se jouera à l'axe Coopération, car ces deux thèmes reflètent mieux l'ampleur et la diversité des actions qui seront menées. Le financement d'actions de solidarité et de coopération étant de moins en moins accessible, il faudra trouver de nouvelles façons de concrétiser notre solidarité auprès de nos partenaires. Un grand défi à relever.

En cette période où la solidarité internationale est mise à mal, le CISO mettra sur l'engagement des membres pour appuyer la réalisation de son plan d'action, les ressources étant de plus en plus restreintes. La campagne lancée l'an dernier pour accroître le nombre de membres se poursuivra, les cotisations constituant désormais la principale source de financement et surtout d'autonomie du CISO.

C'est avec enthousiasme et détermination que le CISO poursuivra sa mission de solidarité internationale et relèvera tous les défis qui l'attendent au cours de la prochaine année...

A handwritten signature in cursive script, reading "Michèle Boisclair".

Michèle Boisclair
Présidente

ÉDUCATION

Depuis sa fondation en 1975, la mission du CISO, soit de « *développer la solidarité internationale en renforçant les liens entre les travailleuses et travailleurs d'ici et du Sud en lutte pour le respect de leurs droits, pour de meilleures conditions de travail et pour l'instauration d'une société plus juste et démocratique¹* », s'actualise à travers son projet éducatif.

STAGE EN COLOMBIE

Six syndicalistes se sont rendus en Colombie du 13 au 26 mai 2013 afin d'y effectuer un stage de solidarité : Shirley Dorismond (FIQ), Steve McKay (FEENQ-CSN), Djimy Théodore (AFPC-FTQ), Mélanie Tremblay (Métallos-FTQ), Isabelle Veilleux (CSQ) et Étienne Vigneault (SFPQ). La délégation était accompagnée de Pierre-Yves Serinet. Ce deuxième stage en Colombie a été réalisé, en partenariat avec L'Escuela Nacional Sindical (ENS) et le Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC).



FORMATION PRÉDÉPART

Les 17 et 18 avril a eu lieu une formation prédépart. Cette formation est fondamentale et fait partie intégrante des stages du CISO. Elle vise à préparer les stagiaires à mieux vivre leur expérience terrain. Outre les informations pratiques, elle leur permet de mieux comprendre

le contexte dans lequel s'inscrit leur stage et la réalité du pays.

Une demi-journée a été consacrée au contexte sociopolitique colombien : les conflits social et armé; la situation des droits humains; l'état du syndicalisme en Colombie et l'accord Colombie-Canada. Ce panorama a été réalisé grâce à la collaboration de Leila Celis et Tania Hallé du PASC ainsi que de Louise Casselman, Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC). Une vingtaine de membres du CISO se sont joints aux stagiaires pour cette présentation.

SÉJOUR EN COLOMBIE

Intense, cette expérience a permis aux stagiaires de mieux saisir la réalité politique, sociale, économique et culturelle de ce pays marqué par la guerre, la violence et la pauvreté. Des rencontres avec différentes organisations syndicales colombiennes des milieux de l'enseignement, de la santé, de l'éducation, des secteurs minier et manufacturier leur ont permis de mieux saisir les enjeux auxquels est confronté le mouvement syndical colombien et la réalité des travailleuses et des travailleurs.

Plus particulièrement, les stagiaires ont pu constater que l'exploitation minière et pétrolière se fait souvent au détriment de l'intérêt réel des Colombiennes et des Colombiens et que les compagnies canadiennes contribuent activement à cette situation déplorable. Celles-ci extraient les richesses du sous-sol colombien et les exportent outre-mer. Si une certaine élite colombienne profite de cette exploitation, la majorité de la population est dépossédée d'une richesse non renouvelable et devra vivre avec une dette environnementale importante. Les stagiaires ont également été sensibilisé-e-s au piètre bilan des compagnies canadiennes en matière de droits humains et ce, malgré l'engagement du gouvernement canadien. Lors de la signature de l'accord de libre-échange avec la Colombie, celui-ci s'était engagé à exiger un respect exemplaire du droit du travail et des normes environnementales de la part des entreprises canadiennes installées en Colombie. La délégation a obtenu un rendez-vous avec l'Ambassade du Canada à Bogotá lors

¹La mission du CISO a été reformulée en 2002.

duquel elle a présenté un rapport étoffé, rédigé par l'ENS, sur l'impact de la deuxième année de cet accord et qui révèle les importants problèmes qui persistent en matière de droits du travail et droits syndicaux.

DES LIENS DE SOLIDARITÉ

Les six syndicalistes qui ont participé à cette aventure enrichissante se sont engagé-e-s à maintenir des liens de solidarité et à sensibiliser leur milieu à la nécessité d'appuyer les luttes du mouvement syndical colombien.



POURSUITE DU PROJET : DROITS DES TRAVAILLEUSES ET DES TRAVAILLEURS DANS UN CONTEXTE DE MONDIALISATION

LANCEMENT DE LA TROUSSE D'INFORMATION

Cet ambitieux projet, amorcé en 2009, s'est conclu au début de l'automne 2012 par le lancement de la trousse d'information : *Droit international et action syndicale*, comprenant 14 fiches pédagogiques qui abordent 3 thèmes principaux : mondialisation et droits des travailleuses et des travailleurs, droit international du travail et travail migrant temporaire. Elle a été mise en ligne sur le site internet. Afin d'assurer une diffusion maximale de ce nouvel outil de conscientisation et de mobilisation, un communiqué de presse a été publié le 7 octobre 2012, soulignant ainsi la *Journée mondiale pour le travail décent*. Des organisations membres du CISO ont relayé ce communiqué dans leurs diverses publications.

L'ACTION SYNDICALE INTERNATIONALE : QU'EST-CE QUE ÇA DONNE?

Ce nouveau projet aborde l'importance de la solidarité et de la coopération syndicale internationale dans le contexte de la mondialisation, comme une stratégie incontournable pour la défense des droits des travailleuses et des travailleurs d'ici et du Sud. Il vise à développer la compréhension des mécanismes d'interdépendance des droits du travail dans le monde; à susciter une prise de conscience de l'importance de la solidarité internationale comme stratégie d'action pour la défense des droits du travail; à encourager la participation active aux actions de solidarité internationale et à accroître l'accès aux outils de formation et à la trousse d'information « *Droit international du travail* ».

Il cible plus particulièrement les membres des organisations syndicales adhérentes au CISO, particulièrement ceux et celles qui militent dans des syndicats régionaux ou locaux et qui sont difficilement rejoint-e-s par les activités de sensibilisation et peu concerné-e-s par les enjeux de la solidarité internationale. Six organisations syndicales sont associées de près à ce projet : FTQ, CSN, FIQ, APTS, CSQ et SFPQ.

ANALYSE DES BESOINS ET DES EXPÉRIENCES DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE RÉALISÉES PAR LES ORGANISATIONS SYNDICALES MEMBRES

Une enquête exploratoire, « *L'international, c'est le local d'ailleurs : Perspectives de la solidarité syndicale internationale au Québec* », a été réalisée auprès des membres entre les mois d'octobre 2012 et avril 2013. Il s'agissait de recueillir les opinions de syndicalistes sur la solidarité et la coopération syndicales internationales et d'identifier obstacles, défis et bonnes pratiques en matière d'action syndicale internationale, dans le but d'enrichir l'argumentaire en faveur de cette action et de réfléchir au développement de nouveaux outils de mobilisation.

Les services d'un stagiaire dans le cadre du programme Québec sans frontière, Louis-David Lalancette-Renaud, ont été retenus afin de mettre l'enquête en œuvre. Son mandat incluait, entre autres, l'organisation de six groupes de discussion (*focus groups*) et la production du rapport d'enquête.

Les six groupes de discussion, rejoignant (par ordre chronologique) la Confédération des syndicats nationaux (CSN), le Conseil central du Montréal métropolitain-CSN, l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et la Fédération interprofessionnelle de la santé (FIQ)², ont permis de rencontrer 49 personnes. Ces 27 femmes et 22 hommes, de tous âges, provenaient de secteurs variés : santé, éducation, industrie, construction, services, fonction publique, etc. Certaines personnes avaient une grande expérience syndicale tandis que d'autres n'étaient impliquées que depuis quelques années, mais toutes exerçaient des fonctions au sein de syndicats locaux ou agissaient comme conseillères ou conseillers syndicaux. Dans les circonstances, et tenant compte des limites inhérentes à ce type d'exercice, cet échantillonnage est assez représentatif des milieux syndicaux québécois.

De l'avis de la majorité des personnes rencontrées dans le cadre de cette enquête, la solidarité syndicale internationale est l'avenir du syndicalisme d'aujourd'hui. Parce que nous vivons dans un monde où l'économie est globalisée, nos luttes pour le respect des droits des travailleuses et des travailleurs et pour l'édification de sociétés plus justes doivent forcément se projeter, elles aussi, à l'échelle globale.

Le grand défi, pour le CISO comme pour le mouvement syndical québécois, consiste à préserver et/ou à développer les moyens

² Compte tenu des contraintes respectives d'horaire, il n'a finalement pas été possible d'organiser un groupe de discussion avec le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ).

adéquats pour sensibiliser les membres et la population en général à cette réalité, dans un contexte où la créativité et l'engagement militant doivent pallier le manque de ressources.

PRODUCTION DE CAPSULES VIDÉO

Compte tenu des difficultés à rejoindre les militant-e-s syndicaux, nous avons opté pour la production de capsules vidéo à partir d'entrevues. Quatre capsules ont été produites, abordant les questions suivantes : « *Comment la mondialisation néolibérale transforme-t-elle le monde du travail?* », Martine Joyal (CISO); « *Travail migrant et mondialisation : quels enjeux?* » Manon Perron (CCMM-CSN); « *Rio Tinto Alcan : une lutte menée avec un appui international* », Hugues Villeneuve (Métallos); « *À la rencontre de syndicalistes en Colombie : une expérience militante marquante* », Jérôme Rousseau (FIQ). Elles seront mises en ligne au cours de l'automne 2013.

FORMATION EN LIGNE

Les syndicalistes rejoints par l'enquête ainsi que les responsables de l'éducation de chaque organisation participante ont fait valoir les difficultés à rejoindre les militant-e-s visé-e-s, car le temps alloué à la formation est de plus en plus restreint et les enjeux qui les interpellent de plus en plus nombreux. Dans ce contexte, il est extrêmement difficile d'inscrire la solidarité internationale dans les programmes de formation des organisations syndicales locales et régionales. Les membres du comité Formation ont exploré les diverses possibilités et limites offertes par les formations virtuelles. Cette réflexion collective se poursuivra lors d'une formation intensive sur l'écriture collaborative en ligne et sur l'initiation aux outils en ligne tels les wikis.

JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Le CISO a participé à plusieurs activités tenues dans le cadre des *16es Journées québécoises de la solidarité internationale* (JQSI), coordonnées par l'AQOCI, qui se sont déroulées du 7 au 17

novembre 2012. Une économie juste au service de l'humain était le thème retenu, abordant le slogan : « *Faisons les comptes* ». Dans un contexte de crises multiples (économique, écologique, alimentaire, sociale), où les mouvements d'indignation populaire se font grandissants, les JQSI 2012 ont favorisé la réflexion et l'action pour « remettre l'économie à sa place » dans le respect des droits humains et des principes démocratiques.



La coordonnatrice du CISO a animé la conférence d'ouverture : « *Sommes-nous esclaves d'une logique antihumaine? Les chemins pour passer de la complicité à la libération* », présentée par Francisco « Chico » Whitaker, Brésilien et cofondateur du Forum Social Mondial.

Le 13 novembre, le CISO a organisé une conférence de presse : « *Dérapage dans l'aide internationale : le CISO, la FTQ, la CSN et la CSQ interpellent le gouvernement Harper* ». Michel Arsenault, président de la FTQ, Jacques Létourneau, président de la CSN et Louise Chabot, présidente de la CSQ, ont alors pris la parole pour faire le point sur l'impact des nouvelles politiques de l'ACDI sur la coopération internationale syndicale.



Enfin, le 15 novembre, le CISO a participé à l'activité *Speedating* avec des étudiant-e-s,

organisée par l'AQOCI, et a tenu un kiosque dans le cadre de cette activité.

TRAVAIL MIGRANT

LA FIN DE L'IMMIGRATION?

La présentation du documentaire de Marie Boti et Malcom Guy : *La fin de l'immigration?*, le 4 décembre 2012, a réuni une trentaine de personnes. Au Canada, quand on pense aux travailleurs temporaires, on a l'image des travailleurs agricoles qui viennent chaque été depuis 40 ans, ou des milliers d'aides domestiques philippines. Mais aujourd'hui, les travailleurs étrangers temporaires se trouvent dans tous les secteurs – de la restauration rapide aux stations-service. Certains sont mêmes chauffeurs d'autobus, par exemple dans la ville de Calgary, ou monteuses de ligne sur les tours de Radio-Canada. Le Canada, connu comme pays d'accueil d'immigrants, commence à suivre l'exemple de Hong Kong et de l'Arabie Saoudite, royaumes des travailleurs étrangers temporaires. *La Fin de l'immigration?* révèle une tendance qui transformerait le Canada en une société carburant au labeur de travailleurs et travailleuses à louer, une société où il y a les citoyen-e-s, avec tous les droits, et les autres. Déjà, le nombre de travailleurs temporaires arrivant chaque année au Canada dépasse largement le nombre d'immigrants...

JOURNÉE INTERNATIONALE DES MIGRANTS

Le 18 décembre 2012, afin de souligner la *Journée internationale des migrants*, le CISO et le Front de défense des non-syndiqué-e-s (FDNS) ont publié un communiqué de presse : « *Journée internationale des migrants : le gouvernement du Québec doit intervenir pour abolir la discrimination systémique dont sont victimes les travailleuses et travailleurs migrants au Québec* ».

AUTRES ACTIVITÉS

FORUM DE RÉFLEXION SUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DE LA FTQ

La coordonnatrice a participé au Forum de réflexion sur la Solidarité internationale de la FTQ qui a eu lieu le 18 septembre 2012. Elle a prononcé une conférence : « *Crise dans l'aide publique au développement : revoir nos priorités* ».

RENCONTRE AVEC ALIRIO URIBE

Le 13 décembre 2012, le CISO a organisé avec l'Association des juristes progressistes (AJP) une rencontre avec Alirio Uribe, un avocat reconnu, spécialisé dans le domaine des droits et libertés fondamentales internationalement. M. Uribe et son collectif d'avocats, le *Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo* (CAJAR), ont été à l'avant-garde de la lutte pour le respect des libertés fondamentales en Colombie.



DINER-RENCONTRE AVEC M. MARIANO JOSÉ GUERRA

Les membres du conseil d'administration ont échangé avec M. Mariano José Guerra Díaz, avocat défenseur des droits de la personne qui vient en aide aux victimes de violence, notamment les victimes des minières, des déplacements forcés et des assassinats extrajudiciaires au cours d'un dîner-rencontre le 18 décembre.

FEMMES, POUVOIR ET POLITIQUE DANS LES AMÉRIQUES

Le Centre d'études et de recherches sur le Brésil, la Chaire Nycole Turmel sur les espaces publics et les innovations politiques et l'Institut de recherches en

études féministes (IREF) de l'UQAM, ont organisé un colloque international qui a eu lieu du 14 au 16 mars 2013 à l'UQAM.



Ce colloque a rassemblé des élu-e-s, des militantes féministes et chercheuses des Amériques afin d'échanger sur la signification de l'arrivée de femmes à des postes exécutifs de pouvoir; les contraintes liées aux cadres et mécanismes institutionnels rencontrés par les femmes dans les espaces politiques; les défis et les limites de la participation politique des femmes et la portée de leur action; les pratiques et les stratégies des mouvements sociaux, et en particulier des mouvements féministes, en vue d'occuper les espaces publics et les espaces politiques et de mieux assurer la prise en compte des enjeux féministes dans les actions publiques; les pratiques démocratiques émergentes et les expériences associées à la démocratie participative et les pratiques des mouvements sociaux. La coordonnatrice a participé au comité organisateur et elle a animé la plénière de clôture.

RENCONTRE AVEC DES SYNDICALISTES COLOMBIENS DE L'UNION SYNDICALE OUVRIÈRE

Le 1^{er} mai 2013, le CISO et le Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC) ont organisé une rencontre avec deux membres de l'Union syndicale ouvrière (USO), syndicat de travailleurs et de travailleuses de l'industrie du pétrole en Colombie, en lutte contre la pétrolière canadienne Pacific Rubiales (PRE). L'USO, qui est le principal syndicat du secteur pétrolier en Colombie, projette de « juger » à compter du 13 juillet 2013 une société canadienne devant un « tribunal populaire » à Puerto Gaïtan, dans le département de Meta, où la pétrolière exploite l'un de ses principaux gisements de pétrole et de gaz. La pétrolière est accusée de pratiques antisyndicales et de ne pas respecter l'environnement et les droits fonciers des

populations locales. Les délégués de la USO ont profité de l'occasion pour inviter les organisations syndicales québécoises et canadiennes à y déléguer des représentants-e-s. Une vingtaine de membres ont assisté à cette rencontre. Un journaliste du Devoir, Claude Lévesque, était présent et il a publié un article le 9 mai : « *Tribunal populaire en Colombie : une pétrolière canadienne au banc des accusés* ».

LA SITUATION ACTUELLE EN HAÏTI

Un dîner-causerie, le 31 mai 2013, avec Marc-Arthur Fils-Aimé et Raoul Vital, respectivement directeur général et directeur des programmes de l'institut culturel Karl-Lévêque (ICKL) a permis de faire le point sur la situation actuelle en Haïti.

RENCONTRE AVEC UN SYNDICALISTE TUNISIEN

Les membres du conseil d'administration ont échangé sur les enjeux auxquels est confronté le mouvement syndical tunisien avec Habib Guiza, secrétaire général de la Confédération générale tunisienne du travail, le 10 juin 2013.

ALLIANCES

Le CISO agit en alliance avec des partenaires qui partagent les mêmes objectifs de défense des droits des travailleuses et des travailleurs d'ici et du Sud, et qui luttent pour la justice et la démocratie. Étant donné les ressources humaines restreintes, la liste des alliances auxquelles le CISO a participé a été restreinte.

ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES ORGANISMES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

Le CISO est demeuré un membre actif de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et y a délégué sa coordonnatrice au conseil d'administration. Elle y a siégé à titre de vice-présidente. À ce titre, elle a participé aux travaux du comité paritaire

MRIFCE³/AQOCI pour la mise en place d'une agence québécoise de solidarité internationale (AQSI). Dans le cadre de ces travaux, elle a rencontré le ministre Jean-François Lisée, Thomas Mulcair, chef du NPD et Christine St-Pierre, porte-parole Libéral sur les Relations internationales. La coordonnatrice du CISO a également participé à un « audit genre » en vue du développement de la nouvelle politique d'égalité entre les femmes et les hommes de l'AQOCI. Le CISO a également appuyé les travaux du comité Partenaires solidaires de cette association.

CONCERTATION POUR HAÏTI

Le CISO a maintenu sa participation à la Concertation pour Haïti (CPH), qui coordonne des initiatives de solidarité avec Haïti dans un large réseau en vue de soutenir le mouvement démocratique dans ce pays, plus particulièrement au sein du comité Éducation. La coordonnatrice et Marie Marsolais, membre du conseil d'administration, y étaient déléguées.

FONDATION LÉO-CORMIER POUR L'ÉDUCATION AUX DROITS

La coordonnatrice a siégé à titre d'administratrice au conseil d'administration de la Fondation Léo-Cormier pour l'éducation aux droits. Cette fondation appuie ponctuellement des activités d'éducation aux droits réalisées par le CISO.

COOPERATION INTERNATIONALE

Le CISO est un lieu de convergence de l'action syndicale en matière de solidarité internationale.

APPUI AU DÉVELOPPEMENT D'INITIATIVES SOCIOÉCONOMIQUES D'ASSOCIATIONS PAYSANNES DANS QUATRE COMMUNES D'HAÏTI

Amorcé en octobre 2012, ce nouveau projet, mené en partenariat avec l'Institut culturel Karl-Lévesque (ICKL), vise à accroître les revenus des paysannes et des paysans des communes de Verrettes, de

³ Ministère des Relations internationales de la Francophonie et du Commerce extérieur (MRIFCE).

Petit-Goâve, de Croix-des-Bouquets et de Marigot et à consolider la contribution des organisations paysannes au développement durable de leurs communes.

Quatre organisations paysannes bénéficient directement du projet : la Fédération Groupement Paysans Belle-Fontaine (FGPB), Commune de Croix-des-Bouquets, département de l'Ouest; Force pour défendre les droits des paysans de l'Artibonite (FDDPA), commune de Verrettes, département de l'Artibonite; la Coordination des Militants pour le Développement (CMD), commune de Petit-Goâve, département de l'Ouest; l'organisation Tèt Kole ti Peyizan Ayisyen, commune de Marigot, département du Sud-Est. Ces quatre organisations sont bien implantées dans leur milieu. Elles ont joué un rôle clé dans en assurant la mise en œuvre des activités dans leur collectivité. Avec leurs membres, elles ont identifié des activités adaptées à leurs besoins et préoccupations et elles ont recruté les participant-e-s.

Une attention particulière aux besoins des femmes a été portée dès le démarrage du projet et se poursuivra jusqu'à la fin.

MISSION DE DÉMARRAGE

Du 15 au 19 octobre 2012, la coordonnatrice a effectué une mission de démarrage où elle a élaboré avec l'ICKL le plan de mise en œuvre et finalisé la convention de partenariat. Au cours de son séjour, elle a assisté à une formation regroupant des femmes de l'organisation Tèt Kole ti Peyizan Ayisyen, de la commune de Marigot, dans le département du Sud-Est.

CONSOLIDATION DU PROJET DE BOULANGERIE À BELLE-FONTAINE, COMMUNE DE CROIX-DES-BOUQUETS

Un fonds de démarrage et de roulement a été constitué afin de compenser l'absence de fonds propres et d'assurer son fonctionnement pendant trois mois. L'ICKL, principal partenaire du projet, a désigné un des membres de son équipe pour accompagner ce processus et assurer un suivi régulier. Cet apport a permis d'acquérir des matières premières et de recruter un boulanger

expérimenté pour former et accompagner les gestionnaires de l'organisation Fédération des groupements des planteurs de Belle-Fontaine pendant un mois et former une dizaine de boulanger-ère-s.

RENFORCEMENT DU PROJET D'ARTISANAT À DOFINÉ, COMMUNE DE VERRETTES

Afin de permettre aux bénéficiaires d'améliorer leur productivité et de diversifier leurs produits, une formation spécifique sur l'artisanat a été développée. Un atelier (coopérative) regroupant des artisan-e-s a été créé.

IMPLANTATION D'UNE PETITE BOULANGERIE DANS LA COMMUNE DE PETIT-GOÂVE

À Dorilas, la Coordination des Militants pour le Développement (CMD) a développé le plan financier et a aménagé le local de la boulangerie. L'inauguration de la boulangerie a eu lieu le 15 mars 2013. La boulangerie est déjà opérationnelle; elle va permettre de répondre à la demande de pain dans la zone et créer des débouchés d'emploi pour des jeunes. On a recruté un boulanger expérimenté pour accompagner l'entreprise au niveau technique pendant un mois. De plus, le consultant appuie les gestionnaires de boulangerie pendant trois mois.



IMPLANTATION D'UNE BOULANGERIE DANS LA COMMUNE DE VERRETTES

À Dofiné, l'organisation Force de Défense des Droits des Paysans Ayisyen (FDDPA) a commencé à aménager l'espace qui doit héberger sa nouvelle boulangerie.

PRINCIPALES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES : OURAGANS ET SÉCHERESSE

Des agriculteurs et des agricultrices visés par le projet, déjà en difficulté, affirment avoir « tout perdu » après les ouragans qui ont durement touché Haïti en 2012. Isaac, en août 2012, a grandement ébranlé la production agricole. Et lors du passage de Sandy fin octobre, vents violents et inondations ont détruit les cultures maraîchères à la veille des récoltes. Des animaux d'élevage, des plantations et des maisons ont été emportés. Ces tempêtes ont eu des incidences sur le déroulement du projet. Les infrastructures routières ont été endommagées par les intempéries. Cela a affecté la circulation automobile et piétonne dans des communes des départements du Sud-est, de l'Ouest et de l'Artibonite. Au début de l'année 2013, c'est la sécheresse qui est la plus grande difficulté rencontrée. Elle a provoqué l'exode vers les villes. Des paysans-nes se sont reconverti-e-s en petit-e-s marchand-e-s, ce qui ne leur laisse pas de temps pour participer à des actions au sein des organisations paysannes. Cette situation a entraîné une certaine démobilisation des organisations paysannes partenaires. Il a fallu modifier le calendrier en fonction de l'emploi du temps des bénéficiaires, ce qui a ralenti le processus de réalisation de certaines activités. Malgré ces contraintes, le projet avance à un rythme satisfaisant. La fin de ce projet est prévue pour décembre 2013.

APPUI À L'ORGANISATION DU SECTEUR DE L'ÉCONOMIE INFORMELLE AU BURKINA FASO

De nombreuses actions syndicales au Burkina Faso visent le secteur de l'économie informelle. Au Burkina Faso, l'économie informelle procure du

travail à près de 80 % de la population active et représente 27 % du produit intérieur brut. Salaire minimum non respecté, absence de sécurité sociale, l'économie informelle évolue en marge de toute législation du travail. Le déficit en matière de droits économiques, sociaux et culturels est de plus en plus lourd. Comment assurer la protection des droits des travailleuses et travailleurs de l'économie informelle? Cette réalité en croissance impose de nouvelles formes de solidarité.

Des projets régionaux ou nationaux ont fait avancer la réflexion et l'organisation sur cette problématique. Une concertation intersyndicale réunissant six centrales syndicales témoigne de cette importante préoccupation. Une nouvelle solidarité prend forme. L'organisation des travailleuses et des travailleurs dans l'économie informelle et le développement du travail décent (incluant l'emploi, le respect des normes internationales du travail, la protection sociale et un meilleur dialogue social) constituent des priorités de la Confédération syndicale internationale en Afrique (CSI-Afrique).

OBJECTIFS POURSUIVIS

Globalement, ce projet vise à accroître l'accès à des emplois décents par une meilleure organisation des travailleuses et des travailleurs de l'économie informelle et une meilleure réponse aux besoins de formation ouvrière; à consolider la concertation des organisations syndicales et populaires pour les aider à accroître leur capacité d'intervenir en appui aux travailleuses et travailleurs du secteur de l'économie informelle; à accroître le taux de syndicalisation dans ce secteur; à favoriser le développement de stratégies et de campagnes d'actions communes pour l'emploi décent et les protections sociales et à accroître la protection sociale des travailleuses et travailleurs.

ÉLABORATION DU PROJET

L'intérêt des organisations syndicales partenaires à poursuivre ce projet a été confirmé.

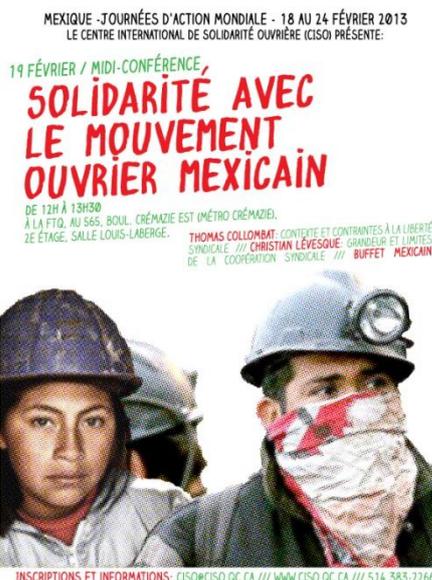
Les membres du comité Coopération ont évalué les possibilités que le CISO se joigne à des organisations syndicales européennes présentes au

Burkina Faso pour appuyer des projets déjà implantés afin d'en accroître l'impact. Cette stratégie apparaît plus réaliste étant donné que le financement possible sera très restreint. Cette exploration se poursuivra afin de concrétiser et de réaliser un projet en 2013-2014.

SOLIDARITÉ AVEC LE MOUVEMENT OUVRIER MEXICAIN

Afin de souligner les *Journées d'action mondiale pour la défense des droits syndicaux au Mexique*, le CISO a coordonné l'organisation d'une action intersyndicale.

Le 19 février 2013, une quarantaine de personnes ont assisté à une activité de sensibilisation et de solidarité avec le mouvement ouvrier mexicain au cours de laquelle Christian Lévesque, professeur titulaire à HEC Montréal et codirecteur du Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail (CRIMT), et Thomas Collombat, professeur au Département des sciences sociales de l'Université du Québec en Outaouais, ont partagé leur analyse du cadre général des relations de travail dans la conjoncture mexicaine et de l'importance de l'action syndicale internationale. L'activité s'est conclue par une communication, via Skype, avec M. Napoleón Gomez Urrutia, secrétaire général de Los Mineros, en exil au Canada à la suite de fausses accusations lancées par le régime de Calderón.



Un communiqué de presse a été publié le 19 février : « *Violations systématiques des droits du travail au Mexique — les organisations syndicales québécoises interpellent le président Peña Nieto* ».

Enfin, une délégation du CISO a rencontré le consul général du Mexique à Montréal, M. Porfirio Martínez Morales. Elle lui a remis une lettre adressée au président Peña Nieto, cosignée par le CISO, la CSN, la CSQ, la FIQ, la FTQ et le SFPQ, dans laquelle le mouvement syndical québécois témoigne de sa solidarité envers le mouvement syndical mexicain et déplore particulièrement les réformes de la législation du travail approuvées par le Congrès mexicain qui violent de façon flagrante les droits constitutionnels des Mexicaines et Mexicains de même que les conventions statutaires de l'Organisation internationale du travail en matière de liberté syndicale.



Les membres de la délégation du CISO au consulat mexicain : Denise Gagnon, FTQ; Richard Langlois, CSQ; Michèle Asselin, CISO; Porfirio Martínez Morale; Michèle Boisclair, FIQ; Anne Pineault, CSN; Daniel Mallette, Métallos.

COLLECTE DE FONDS EN APPUI AU FRENTE AUTENTICO DEL TRABAJO

Pour une deuxième année, le CISO a coordonné une collecte de fonds spéciale en appui au Frente Auténtico del Trabajo (FAT), syndicat mexicain, pour son Centre d'études et d'ateliers sur le travail (CETLAC) situé à Juárez (État de Chihuahua) et à Monterrey (État de Nuevo León) où prédominent les maquiladoras, zones franches industrielles.

Rappelons qu'en 2010, l'ACDI a refusé de subventionner le CETLAC pour lequel des fonds avaient été demandés par l'entremise du CISO dans un projet soumis au Programme du secteur

volontaire. Ce refus a eu des conséquences importantes pour le FAT, notamment la fragilisation des actions du CETLAC.

Le FAT ne disposant pas des ressources nécessaires pour couvrir les dépenses du CETLAC, le CISO a coordonné une collecte de fonds auprès des organisations syndicales membres du CA. Nous avons atteint notre objectif de 12 000 \$. Cette somme contribuera à assurer les salaires de deux organisateurs.

APPUIS À L'ICKL

La coordonnatrice a appuyé le développement d'un projet de l'ICKL avec la FIQ. Elle a également soutenu l'organisation d'une tournée de ce partenaire haïtien à Montréal du 23 mai au 1^{er} juin 2013.

CQCAM

La Coalition québécoise contre les ateliers de misère (CQCAM) est une table de concertation coordonnée par le Centre international de solidarité ouvrière (CISO).



**coalition québécoise
contre les
ateliers de
misère**

COMITÉ DE COORDINATION

La CQCAM, confrontée à un manque de ressources, est en phase de transformation de ses activités. Il n'y a eu qu'une seule rencontre du comité de coordination au cours de l'année 2012-2103.

PROJET DE RECHERCHE : *ANALYSE COMPARATIVE DES POLITIQUES PUBLIQUES EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ORGANISATIONS*

La responsabilité sociale des organisations est un domaine d'expertise flou empreint d'un volontarisme auquel les organisations syndicales sont confrontées dans leurs relations avec les

employeurs. Afin d'éviter que ces stratégies corporatives mènent à soustraire les employeurs de leurs obligations envers le respect des droits fondamentaux du travail, la CQCAM considère qu'une analyse des initiatives et expériences concluantes dans d'autres pays est nécessaire, permettant d'ailleurs d'établir des liens de solidarité avec de nouveaux partenaires de la société civile.

Principale action de la coalition, cette recherche, amorcée au printemps 2012, est menée en partenariat dans le cadre du protocole UQAM-CSN-CSQ-FTQ du Service aux collectivités de l'UQAM. Elle est dirigée par Michèle Rioux, professeure au département de sciences politiques de l'UQAM et directrice du CEIM, assistée de Renaud Ledoux (qui a été coordonnateur de la CQAM), Xavier St-Denis et Laurent Viau, étudiants. Cette recherche poursuit un double objectif : identifier l'état du cadre de régulation en matière de RSO au Québec et documenter et analyser les politiques publiques en matière de RSO dans le monde (Canada, Québec, Europe et États-Unis), pour positionner le cadre d'action (plaidoyer) de la CQCAM.

La coordonnatrice a participé aux réunions du comité d'encadrement de la recherche. Elle a également contribué à la rédaction d'une demande de financement au PAFARC et a assisté aux deux séminaires organisés dans le cadre de cette recherche.

Cette recherche devrait être complétée au cours de l'automne 2013.

CATASTROPHE AU BANGLADESH

La mort de plus d'un millier d'ouvrières et d'ouvriers du textile dans l'effondrement d'un immeuble de confection de vêtements à Dacca, au Bangladesh, a brutalement rappelé les conséquences d'une lutte acharnée entre entreprises pour une production au plus bas prix possible.

À plusieurs reprises, la CQCAM est intervenue dans divers médias québécois et canadiens pour commenter ce drame et interpellé le gouvernement canadien afin de lui rappeler que, lorsqu'il négocie des accords commerciaux avec un

autre pays, il doit s'assurer que ce dernier respecte les conventions de l'Organisation internationale du travail et les droits humains, notamment en prévoyant des mesures concrètes pour soutenir les organisations de la société civile qui militent pour la défense de ces droits; qu'il doit aussi resserrer ses règles face aux entreprises canadiennes qui font affaire avec des fabricants à l'étranger et exiger de ces entreprises qu'elles adoptent des politiques de responsabilité sociale et des politiques d'achat responsable qui incluent le respect des droits humains et des normes environnementales strictes.

Le 1^{er} mai, soulignant la Journée internationale des travailleuses et travailleurs le CISO s'est associé à l'AQOCI pour publier un communiqué de presse : « *Le drame au Bangladesh nous démontre qu'il reste tant à faire* ».

AUTRES ACTIVITÉS RÉALISÉES

Participation à l'assemblée générale de l'Espace québécois de concertation sur les pratiques d'approvisionnement responsable (ÉCPAR) le 13 septembre 2012.

Présentation de la recherche de 2011 : *L'approvisionnement responsable : un défi pour les organisations publiques québécoises?* à l'assemblée générale du Centre collégial des services regroupés (CCSR), à Rimouski, le 26 septembre 2012.

Le 20 avril 2013, la coordonnatrice a prononcé une conférence sur le thème de la responsabilité sociale au sein des ateliers de production et du respect des droits du travail au cours de l'évènement « *Un autre mode d'agir, Week-End entrepreneurial de la mode éthique* », organisé par FEM International (membre de la CQAM). Cette activité s'adressait aux étudiantes et aux étudiants du Cégep Marie-Victorin.

COMMUNICATIONS

L'information et la communication par le biais des médias sociaux ont pris une plus grande ampleur ces dernières années.

En 2012-2013, le CISO a continué à produire un bulletin électronique mensuel diffusé à plus de mille organisations et personnes. Une mise à jour régulière du site internet, de la page Facebook et du compte Twitter a également été effectuée.

Le CISO a été particulièrement présent dans les médias. La coordonnatrice a donné plusieurs entrevues : à Sylvain Desjardins de Radio-Canada pour l'émission *Dimanche magazine* diffusée le 13 décembre 2012 (table ronde); à Agnès Gruda, La Presse : *Harper et le virage religieux*, publié le 10 janvier 2013 et en avril 2013, lors de la catastrophe au Bangladesh, au Téléjournal de Radio-Canada, Ontario; à La Presse et à l'émission *Dimanche magazine* de Radio-Canada.

INFRASTRUCTURE

CONSOLIDER LE FINANCEMENT

Tout au long de l'année, la situation financière du CISO est demeurée très précaire. L'exécutif a dû effectuer une gestion extrêmement serrée de nos dépenses.

La cotisation annuelle versée par les membres constituant la principale source de revenus autonome, une campagne de recrutement a été lancée en 2013. Elle se poursuivra en 2013-2104.

POLITIQUE D'APPROVISIONNEMENT RESPONSABLE (PAR)

Lors de l'assemblée générale annuelle de juin 2009, les membres ont adopté la politique d'approvisionnement responsable (PAR) du CISO. Un plan d'action visant à soutenir ses fournisseurs en matière d'approvisionnement responsable a été développé. Quatre secteurs particuliers ont été ciblés : le matériel de papeterie et d'impression, les services de traiteurs, les produits de consommation, ainsi que le déplacement des employé-e-s.

Le CISO a respecté sa PAR. Cependant, cette année, il n'y a pas eu de suivi auprès des fournisseurs, étant donné la réduction importante des dépenses en approvisionnement cette démarche n'était pas prioritaire.

ÉQUIPE DU CISO

Michèle Asselin, coordonnatrice depuis 2010, a poursuivi son mandat.

Martine Joyal et Marie-Noëlle Roy, chargées de projets depuis plusieurs années, ont quitté le CISO ainsi que Renaud Ledoux qui a assuré l'Intérim à la coordination de la CQCAM pendant plus d'un an. Malheureusement, l'exécutif a dû procéder à leur mise à pied, le CISO ne disposant plus d'un financement suffisant. Le conseil d'administration les remercie chaleureusement pour leur engagement indéfectible.

Durant 30 semaines, l'équipe a pu compter sur l'apport fort apprécié de Louis-David Renaud-Lalancette à titre de stagiaire dans le cadre du programme Québec sans frontières du ministère des Relations internationales du Québec. Agent d'éducation, il a contribué à la réalisation de plusieurs actions du volet Éducation.

Jeannette Thiffault, consultante en gestion financière, a effectué la comptabilité et les suivis budgétaires mensuellement.

BÉNÉVOLES

Une vingtaine de bénévoles ont consacré plus de 365 heures à supporter le CISO dans la réalisation de son plan d'action. Le conseil d'administration tient à souligner l'apport constant de Marie E. Paradis qui a, notamment, appuyé la réalisation du stage en Colombie, la rédaction du rapport « *L'international, c'est le local d'ailleurs : Perspectives de la solidarité syndicale internationale au Québec* » et qui a aidé au montage des procédures de gestion et de suivi du projet de coopération en Haïti.

Un sondage a été effectué auprès des membres afin de mesurer, notamment, leur intérêt à participer aux publications du CISO sur le web. Quinze personnes ont répondu au sondage, neuf ont répondu qu'elles pourraient s'engager davantage.

COMITÉ FORMATION

Les personnes suivantes étaient membres du comité Éducation, en 2012-2013 :

Daniel Arcand, SFPQ
Priscilla Bittar, CCMM-CSN
Marie-Hélène Bonin (remplacée par Roselyne Legault), CSN
Luc Brunet, AREQ
Karine Crépeau, FIQ
Guillaume Desmarais, APTS
Denise Gagnon, FTQ
Jean-François Piché, CSQ

COMITÉ COOPÉRATION

Les personnes suivantes étaient membres du comité Coopération, en 2012-2013 :

Daniel Arcand, SFPQ
Karine Crépeau, FIQ
Denise Gagnon, FTQ
Nathalie Guay, CSN
Richard Langlois, CSQ